ACTION URGENTE

DES DIRIGEANTS COMMUNAUTAIRES ACCUSES DE « TERRORISME »

Manuel Trujillo et Manuela Pacheco, dirigeants communautaires à San Pablo de Amalí, dans le centre de l'Équateur, sont accusés de manière infondée de terrorisme organisé. Ces poursuites pénales semblent avoir été engagées dans le but de réduire au silence ces militants qui ont fait campagne pour obtenir le respect du droit de leur communauté à être consultée au sujet de la construction d'une usine hydroélectrique qui, selon eux, va porter atteinte à son droit à l'eau.

Manuel Trujillo et **Manuela Pacheco** sont accusés d'avoir commis des actes de terrorisme organisé, infraction passible d'une peine maximale de huit ans d'emprisonnement. L'audience de jugement doit s'ouvrir le 19 janvier. Les accusations retenues contre eux sont liées à l'attaque de quatre policiers qui se déplaçaient à bord d'un véhicule le 14 août 2012. Des organisations locales de défense des droits humains ont déclaré que des affrontements ont eu lieu dans la matinée ce jour-là entre la police et des membres de la communauté à San Pablo de Amalí (province de Bolívar), et que des membres de cette communauté ont signalé que la police avait eu recours à une force excessive. L'attaque du véhicule a eu lieu dans la soirée quand des membres de la communauté ont affronté un policier qui avait tiré en l'air avec son arme à feu. Selon des témoins, ni Manuel Trujillo ni Manuela Pacheco n'étaient présents au moment de l'attaque du véhicule. Ils ont été remis en liberté sous caution et attendent le résultat de leur procès.

Des organisations locales de défense des droits humains affirment que le parquet n'a produit aucun élément de preuve solide permettant de prouver que Manuel Trujillo et Manuela Pacheco étaient présents et qu'ils sont responsables de l'attaque des policiers ou qu'ils y ont participé, et qu'il a fondé ses accusations sur des déclarations faites par des policiers selon lesquelles ces deux personnes étaient présentes lors de l'attaque.

Manuel Trujillo et Manuela Pacheco sont des dirigeants communautaires bien connus à San Pablo de Amalí ; ils ont mené campagne pour attirer l'attention sur les préoccupations liées à l'implantation de l'usine hydroélectrique Hidrotambo, qui selon eux va porter atteinte au droit à l'eau de la population locale. Ils ont aussi dénoncé l'absence de prise en compte et de consultation des personnes affectées par ce projet. Il semble que les accusations sans fondement retenues contre eux aient eu pour objectif de les réduire au silence et de mettre fin à l'opposition de longue date de leur communauté à ce projet hydroélectrique.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- Dites-vous préoccupé/e par le fait que ces poursuites pénales semblent avoir été engagées contre Manuel Trujillo et Manuela Pacheco dans le but de réduire au silence ces militants qui ont fait campagne pour obtenir le respect du droit de leur communauté à être consultée au sujet de la construction d'une usine hydroélectrique qui, selon eux, va porter atteinte à son droit à l'eau ;
- exhortez les autorités à abandonner les accusations non fondées retenues contre Manuel Trujillo et Manuela Pacheco ;
- exhortez-les également à veiller au respect du droit à la liberté de réunion pacifique, tout en reconnaissant que l'État a le devoir de veiller au maintien de l'ordre public.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 24 FÉVRIER 2016 À :

Procureur de la province de Bolivar
Dr. Manuel Sanchez Guillén
Fiscalía Provincial de Bolívar
Calle Cándido Rada y 9 de Abril
Guaranda, Équateur
Fax : +593 3 2980 619 / +593 3 2985 666 / +593 3 2984 953
Formule d'appel : Monsieur le Procureur, /Sr. Fiscal Provincial,

Ministre de la Justice, des Droits humains et des Cultes
Dra. Ledy Zúñiga Rocha
Ministerio de Justicia, Derechos Humanos y Cultos
Av. Colón entre Diego de Almagro y Reina Victoria
Quito, Équateur
Courriel : comunicacion@minjusticia.gob.ec
Formule d'appel : Estimada Señora Ministra, / Madame la Ministre,

Copies à :
ONG locale de défense des droits humains
INREDH
Avenida 10 de Agosto N34-80 y Rumipamba. Piso 1
(Frente a la parada El Florón, del Trolebus)
Quito, Équateur

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Équateur dans votre pays. (adresse/s à compléter)
Name Address 1 Address 2 Address 3 Fax Fax number Courriel Email address Formule d'appel Salutation

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

AMNESTY INTERNATIONAL

ACTION URGENTE

DES DIRIGEANTS COMMUNAUTAIRES ACCUSES DE « TERRORISME »

COMPLEMENT D'INFORMATION

En 2002, l'État équatorien a accordé à une entreprise privée une concession pour la construction de l'usine hydroélectrique Hidrotambo dans une zone où 70 *campesinos* (paysans) et communautés indigènes vivaient, à San Pablo de Amalí, dans la province de Bolívar. Peu après, la communauté de San Pablo de Amalí a exprimé ses préoccupations au sujet de l'impact de ce projet sur son droit à l'eau, du déplacement probable de personnes en raison d'inondations et de l'absence de consultation sur ce projet, en particulier en ce qui concerne l'étude d'impact environnemental. Selon des organisations locales de défense des droits humains, entre 2006 et 2008, plusieurs affrontements ont eu lieu entre la communauté et cette entreprise et les forces de sécurité, quand des membres de la communauté ont protesté contre la construction de l'usine. Des dirigeants et des membres de la communauté ont été accusés de diverses infractions, notamment de sabotage, de terrorisme et de rébellion. Parmi eux figure Manuel Trujillo, contre qui 30 procédures judiciaires ont été ouvertes au cours de cette période. Il a par la suite bénéficié d'une amnistie et toutes les poursuites engagées contre lui ont été abandonnées.

Le projet hydroélectrique a alors été suspendu pendant quatre ans, jusqu'en 2012. Les préoccupations de la communauté sont restées inchangées quand le projet a été relancé. La communauté a aussi fait part de son inquiétude au sujet de plusieurs événements survenus en 2012, quand l'entreprise a pénétré sur ses terres sans notification préalable et sans qu'elle l'y ait autorisée. Les travaux de construction sont à présent achevés. L'usine hydroélectrique ne fonctionne pas, mais le cours d'eau a été dévié et il s'est rapproché de la communauté. En mars 2015, une crue a fait trois morts et endommagé les maisons et les récoltes de plusieurs membres de la communauté.

Amnesty International s'inquiète du fait que, depuis quelques années en Équateur, des accusations fallacieuses sont portées contre des dirigeants indigènes et paysans (*campesinos*) ; il s'agirait là d'une tentative délibérée de restreindre leur droit à la liberté d'expression, de réunion et d'association. L'organisation a obtenu des informations sur des affaires impliquant des dirigeants qui se sont retrouvés inculpés de diverses infractions telles que : actes de terrorisme, sabotage, association de malfaiteurs, enlèvement, meurtre, blessures, vol, atteinte à la propriété privée et blocage de voies publiques pour protester contre des lois ou des politiques, en particulier celles relatives aux ressources naturelles. (Voir le rapport *'So that no one can demand anything': Criminalizing the right to protest in Ecuador?,* https://www.amnesty.org/fr/documents/document/?indexNumber=amr28%2f002%2f2012&language=en et l'Action urgente https://www.amnesty.org/fr/documents/document/?indexNumber=amr28%2f1604%2f2015&language=fr).

Noms : Manuel Trujillo (m) et Manuela Pacheco (f)
Homme et femme

AU 10/16, AMR 28/3205/2016, 13 janvier 2016

URGENT ACTION

COMMUNITY LEADERS ACCUSED OF 'TERRORISM'

Manuel Trujillo and Manuela Pacheco, community leaders in San Pablo de Amalí, central Ecuador, are facing unsubstantiated charges of organized terrorism. These criminal proceedings appear to be an attempt to silence their campaigning to demand their community's right to consultation on the construction of a hydroelectric plant which they claim will affect the community's right to water.

Manuel Trujillo and **Manuela Pacheco** have been accused of committing organized terrorism, a charge which carries a maximum sentence of eight years in prison. The hearing against them is due to start on 19 January. They are charged in relation to an attack on four police officers travelling in a vehicle on 14 August 2012. Local human rights organizations state that clashes broke out that morning between the police and community members in San Pablo de Amalí, Bolívar Province, and community members complained of excessive use of police force. The attack on the vehicle occurred in the evening when community members confronted a police officer who had fired his gun into the air. According to eye witnesses, neither Manuel Trujillo nor Manuela Pacheco were present at the time of the attack on the vehicle. They are awaiting the outcome of the trial on bail.

Local human rights organizations claim that the Public Prosecutor's Office has failed to present any solid evidence to prove that Manuel Trujillo and Manuela Pacheco were present and responsible or involved in the attack against the police officers, and based the charges on statements by police officers who claimed they were both present during the attack.

Manuel Trujillo and Manuela Pacheco are both well-known community leaders in San Pablo de Amalí who have campaigned highlighting concerns on the implementation of the Hidrotambo hydroelectric plant, which they believe will negatively impact on the community's right to water. They have also complained at the lack of participation and consultation with those affected. The unsubstantiated charges against them seem to be an attempt to silence them and put an end to the community's long-standing opposition to the hydroelectric project.

Please write immediately in Spanish or your own language:

- Expressing concern that the criminal proceedings against Manuel Trujillo and Manuela Pacheco appear to be an attempt to silence their campaigning to demand their community's right to consultation on the construction of a hydroelectric project which they claim will affect their right to water;
- Urging the authorities to drop the unsubstantiated charges against Manuel Trujillo and Manuela Pacheco;
- Urging them to ensure the right to freedom of peaceful assembly and acknowledging the state has a duty to maintain public order.

PLEASE SEND APPEALS BEFORE 24 FEBRUARY 2016 TO:

Provincial Prosecutor of Bolivar
Dr. Manuel Sanchez Guillén
Fiscalía Provincial de Bolívar
Calle Cándido Rada y 9 de Abril
Guaranda, Ecuador
Fax: +593 3 2980 619 / +593 3 2985 666 / +593 3 2984 953
Salutation: Dear Fiscal Provincial/Sr. Fiscal Provincial

Minister of Justice, Human Rights and Workship
Dra. Ledy Zúñiga Rocha
Ministerio de Justicia, Derechos Humanos y Cultos
Av. Colón entre Diego de Almagro y Reina Victoria
Quito, Ecuador
Email: comunicacion@minjusticia.gob.ec
Salutation: Dear Minister/Sra. Ministra

And copies to:
Local human rights NGO
INREDH
Avenida 10 de Agosto N34-80 y Rumipamba. Piso 1
(Frente a la parada El Florón, del Trolebus)
Quito, Ecuador

Also send copies to diplomatic representatives accredited to your country. Please insert local diplomatic addresses below:

Name Address 1 Address 2 Address 3 Fax Fax number Email Email address Salutation Salutation

Please check with your section office if sending appeals after the above date.

URGENT ACTION

COMMUNITY LEADERS ACCUSED OF 'TERRORISM'

ADDITIONAL INFORMATION

In 2002 the Ecuadorian State granted a private company the concession for the construction of the Hidrotambo hydroelectric plant in an area where seventy *campesino* (peasant farmer) and Indigenous communities live in San Pablo de Amalí, Bolívar Province. Soon after, the San Pablo de Amalí community raised concerns about the impact of the project on the community's right to water, the possible displacement of people due to floods and the lack of consultation about the project, especially with regards to the Environmental Impact Study. According to local human rights organizations, between 2006 and 2008, several clashes took place between the community and the company and security forces, as community members protested against the building work. Leaders and community members were charged with various crimes, including sabotage, terrorism, and rebellion. Among them was Manuel Trujillo, who had 30 legal proceedings opened against him during this period. He was later part of a congressional amnesty and cleared of all charges.

The hydroelectric project was then suspended for four years until 2012. The community's concerns about the project remained when the project was reactivated. They also complained of several incidents in 2012 in which the company entered their land without prior notification or consent. The building work of the project is now completed. Although the hydroelectric plant is not operational, the river flow has been diverted closer to the community. In March 2015 the river overflowed, causing three deaths and damage to the houses and crops of some community members.

Amnesty International has raised concerns that in recent years in Ecuador, spurious criminal charges have been brought against Indigenous and *campesino* leaders, in what appears to be a deliberate attempt to curb their rights to freedom of expression, assembly and association. The organization has documented cases of leaders who have been charged with criminal offences such as terrorism, sabotage, illicit association, kidnapping, murder, causing injury, robbery, trespassing and illegal obstruction of public roads in the context of protests against laws and policies, particularly those that relate to natural resources (see the report: *'So that no one can demand anything': Criminalizing the right to protest in Ecuador?,* https://www.amnesty.org/es/documents/amr28/002/2012/en and Urgent Action: https://www.amnesty.org/en/documents/amr28/1604/2015/en/).

Name: Manuel Trujillo (m) and Manuela Pacheco (f)
Gender m/f: both

UA: 10/16 Index: AMR 28/3205/2016 Issue Date: 13 January 2016